

## TD 5 CAUSES ET CONSEQUENCES DE L'INFLATION

### Quelle est l'évolution de l'inflation ?

#### Dossier 1 – Exemple de calcul de l'inflation

Question 1 : complétez le tableau « Exemples de calcul de l'inflation »

#### Exemple de calcul de l'inflation\*

Quantités achetées au cours de l'année de référence	Prix (année de référence)		Prix (un an plus tard)		Prix (deux ans plus tard)	
	par unité	total	par unité	total	par unité	Total
150 baguettes	1,50 euro	225 euros	1,30 euro	195 euros	1,60 euro	240 euros
100 tasses de café	2,40 euros	240 euros	2,40 euros	240 euros	2,15 euros	215 euros
12 coupes de cheveux	20 euros	240 euros	22 euros	264 euros	23 euros	276 euros
1 veste d'hiver	145 euros	145 euros	176,00 euros	176 euros	160 euros	160 euros
Prix total du panier		850 euros		875 euros		euros
Indice des prix		100,0		102,9		
<b>Taux d'inflation</b>				<b>2,9 %</b>		

\* Eurostat calcule chaque mois la hausse des prix à la consommation dans la zone euro. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) couvre, en moyenne, environ 700 biens et services. Il reflète les dépenses moyennes des ménages dans la zone euro pour un panier de produits. Gamme des produits couverts par l'IPCH et taux d'inflation actuels

## Dossier 2 Faire face à l'inflation : un défi structurel

### LesEchos

#### Document 1 La stratégie dangereuse de la BCE

##### Questions :

- 1 Expliquez comment l'inflation évolue.
- 2 Quelles sont les conséquences de l'intervention tardive de la BCE (économiques, sur son image...) ?

La BCE a trop attendu avant de remonter ses taux pour lutter contre l'inflation. Résultat : les prix continuent de progresser, les salaires ont augmenté, et les perspectives de croissance sont très décevantes, regrette Patrick Artus.

##### BCE

Le bilan de l'action de la BCE depuis le début de 2022 est clairement négatif : la BCE a provoqué une stagnation de l'économie de la zone euro, tout en laissant persister une inflation forte. (Arne Dedert/Ap/SIPA)

**Par Patrick Artus (conseiller économique de Natixis)**

**Publié le 5 oct. 2023 à 18:29**

L'inflation totale de la zone euro a atteint un maximum en octobre 2022, à 10,6 %. Elle recule depuis cette date, mais elle semble se stabiliser, puisqu'en juillet et en août 2023 elle a presque stagné au même niveau (5,3 % et 5,2 %). Le recul de l'inflation est dû pour une grande part au recul des prix de l'énergie (+39 % sur un an en août 2022, -3,3 % sur un an en août 2023). L'inflation, hors énergie et aliments non transformés, est encore de 6,2 % sur un an en août 2023.

Face à cette poussée d'inflation, quelle a été la stratégie de la Banque centrale européenne ? On peut la qualifier de très prudente, voire d'attentiste. La BCE ne monte ses taux d'intérêt qu'en juillet 2022 (où elle passe le taux repo à 0,5 %) alors que l'inflation approche 9 % et l'inflation hors énergie et aliments non transformés 5,5 %. Encore aujourd'hui (début octobre 2023), le taux repo n'est que de 4,50 %, ce qui correspond à un taux d'intérêt réel négatif de -0,80 % si on prend l'inflation totale pour le calculer.

De plus, au moment où la BCE augmente ses taux d'intérêt directeurs pour la première fois (juillet 2022), la hausse des salaires nominaux dans la zone euro est déjà de 4 % : l'inflation n'est plus une inflation liée seulement à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières alimentaires, elle est devenue clairement une inflation salariale.

##### **Une stratégie attentiste**

Cette stratégie n'a eu que des conséquences défavorables. Elle a fait chuter l'activité de la zone euro tout en n'ayant pas d'effet notable sur l'inflation ; la zone euro est donc maintenant en stagflation : croissance quasi nulle et inflation forte.

Les perspectives de croissance pour 2023 dans la zone euro sont très défavorables : les indicateurs avancés de la production (les PMI) sont dans une zone qui indique une récession à venir aussi bien dans l'industrie que dans les services. Cela a différentes causes : le recul du pouvoir d'achat des ménages depuis la fin de 2021 ; et le recul de l'investissement des entreprises.

Surtout, la hausse des taux d'intérêt a fait apparaître un recul considérable de l'investissement en logements ; depuis la fin de l'année 2021, le niveau des mises en chantier dans la zone euro a reculé de 33 % ; les prix de l'immobilier, qui augmentaient de 10 % par an, reculent maintenant ; la situation est encore pire pour l'immobilier commercial (bureau, commerce).

### **Perte de crédibilité**

Ce passage à une situation de stagnation ou même probablement de recul de l'activité au second semestre 2023 dans la zone euro n'a pas eu, on l'a vu plus haut, de contrepartie en termes de recul rapide de l'inflation. L'inflation totale semble être stabilisée un peu au-dessus de 5 %, mais l'inflation hors énergie et aliments non transformés est toujours supérieure à 6 %. Il est peu probable que l'inflation de la zone euro recule beaucoup plus, puisque la hausse des salaires nominaux atteint 5,5 % sur un an et que la productivité du travail recule....

### **Un bilan clairement négatif**

Le bilan de l'action de la BCE depuis le début de 2022 est donc clairement négatif : la BCE a provoqué une stagnation de l'économie de la zone euro, tout en laissant persister une inflation forte, et en acceptant une accélération des hausses de salaires et une perte de sa crédibilité.

*Patrick Artus est conseiller économique chez Natixis.*

## Document 2 Causes et coûts de l'inflation 1 avril 2022

**Question 1 : quelles sont les causes de l'inflation ?**

**Question 2 : expliquez ce qu'est une modération salariale imposée.**

**Question 3 : qu'est-ce qu'un goulet d'étranglement ? Quelles sont les conséquences sur les chaînes d'approvisionnement mondiales ?**

**Question 4 : expliquez pourquoi les ménages les plus pauvres sont davantage heurtés par l'inflation.**

L'inflation, qu'il s'agisse d'une inflation tirée par la demande ou d'une inflation poussée par les coûts, résulte de

- **déséquilibres de marché** (entre la demande et l'offre des différents secteurs) affectant tout ou partie de l'économie.

Ces déséquilibres :

- ont une **dimension structurelle** quand ils révèlent des changements des paramètres fondamentaux (technologies et préférences) rendant d'actualité une reconfiguration du tissu productif inhérente au progrès technique et à la croissance.
- Ils peuvent aussi être le fruit de **chocs géopolitiques** affectant notamment les marchés de matières premières. Sont en jeu les comportements en matière de prix, de quantités produites et d'investissement des entreprises concernées dans différents secteurs. Inversement, des changements structurels importants peuvent résulter d'une forte inflation qui modifie la répartition des revenus et des richesses au détriment des revenus contractualisés (salaires et retraites) avec pour conséquence de pénaliser les achats de biens salariaux et de favoriser celle de biens de luxe. Ils peuvent, en outre, résulter du raccourcissement de l'horizon temporel des entreprises qui ne sont plus incitées à investir à long terme et vont chercher à être flexibles à court terme au risque de contraindre davantage l'offre et d'initier une inflation encore plus forte.

### L'épisode de faible inflation revisité

La stabilité des prix observée au cours des quarante dernières années est souvent attribuée par la théorie monétaire dominante à l'action des banques centrales devenues indépendantes. Elle est surtout révélatrice de l'absence de déséquilibres marqués sur les marchés du travail et des biens qui explique que l'on ait pu parler de Grande Modération. Sur le marché du travail, la modération salariale imposée a été rendue possible grâce à l'importation de biens de consommation en provenance des pays émergents produits à bas coûts (ce qui en a en même temps limité l'impact sur le pouvoir d'achat et donc sur l'instabilité sociale).

### La résurgence de l'inflation

L'inflation a récemment resurgi sous la forme des hausses de prix sur les marchés de matières premières et de certains biens intermédiaires tels que les composants électroniques. Elle résulte d'un rebond exceptionnel d'activité consécutif à l'arrêt imposé par les contraintes sanitaires et de la persistance **de goulets d'étranglement le long des chaînes mondiales d'approvisionnement** que la guerre en Ukraine est venue exacerber.

Si ces hausses devaient être temporaires, elles ne se transmettraient pas nécessairement aux prix des produits finis car le plus souvent ces produits sont vendus sur des marchés à prix fixes, signifiant que les prix reflètent les coûts observés en moyenne sur une période assez longue, les coûts normaux, et non les fluctuations au jour le jour que l'on attribue à des phénomènes temporaires.

Cependant, les prix de certains produits de consommation courante, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou de l'énergie, peuvent être, très vite et durablement, affectés par l'envolée des prix sur les marchés de matières premières, auquel cas la répartition des revenus sera elle-même affectée au **détriment des ménages les plus pauvres**. En outre, nombre d'entreprises dans différents secteurs, du fait de la hausse des prix des consommations intermédiaires, peuvent être confrontées à un manque de trésorerie susceptible d'affecter la poursuite de leur activité. Enfin, des recompositions de l'appareil productif impliquant investissements et relocalisations sont envisagées en réponse aux tensions inflationnistes dans le but pour les entreprises d'éviter de subir à l'avenir les effets de goulets d'étranglement. Cela semble être le cas pour les semi-conducteurs pour lesquels un plan européen **est d'ores et déjà acté**.

### **L'impact de la transition écologique et de la révolution digitale**

La résurgence de l'inflation intervient dans un environnement caractérisé par la transition écologique et la révolution digitale qui sont à l'origine d'un processus de destruction créatrice dont la conséquence est la formation de déséquilibres sur différents marchés. D'anciennes activités entrent en déclin et de nouvelles doivent se développer. D'un côté les entreprises font face à des chutes de demande qui les conduisent à licencier, de l'autre elles doivent augmenter leurs prix pour faire face aux hausses de coûts liées à l'ampleur des investissements à effectuer. Le secteur automobile confronté au passage du véhicule thermique au véhicule électrique est emblématique de cette évolution...